

<https://www.aefinfo.fr/depeche/705683>

Elise Le Berre

6 min read

Amélie Oudéa-Castéra poursuit la feuille de route de Gabriel Attal et fixe trois piliers pour le réarmement civique

"Le cap n'a pas changé : c'est celui fixé par le président de la République", déclare Gabriel Attal lors de la passation de pouvoirs avec Amélie Oudéa-Castéra le 12 janvier 2024. Pour le nouveau Premier ministre, qui rappelle "emmener la cause de l'école" à Matignon, cette nomination "n'est pas une page qui se tourne, mais une action qui se poursuit". Pour mener le "réarmement civique", la nouvelle ministre, qui veut renforcer la place du sport à l'école, fixe "trois piliers" : "restaurer l'exigence et l'autorité", "régénérer le métier enseignant" et "construire une école de l'épanouissement".



Amélie Oudéa-Castéra, Gabriel Attal et Carole Grandjean au ministère de l'Education nationale lors de la passation de pouvoirs, le 12 janvier 2024. capture d'écran compte

twitter d'Amélie Oudéa-Castéra - capture d'écran compte twitter d'Amélie Oudéa-Castéra

"L'école sera la mère des batailles de mon gouvernement, et j'en serai le garant", déclare Gabriel Attal, lors de la passation de pouvoirs avec Amélie Oudéa-Castéra au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le 12 janvier 2024.

Comme il l'avait annoncé lors de sa nomination en tant que Premier ministre, Gabriel Attal entend "emmener la cause de l'école" à Matignon ([lire sur AEF info](#)). "Ce n'est pas une page qui se tourne mais une action qui se poursuit et s'accélère", poursuit l'ex-locataire de la rue de Grenelle, qui assure ainsi que "le cap n'a pas changé d'un iota : c'est celui fixé par le président de la République. Un cap que nous continuerons à tenir, à Matignon et au ministère de l'Éducation".

"Nous avons lancé des réformes fortes sous l'égide du président, nous les mènerons à leur terme"

S'inscrivant ainsi dans un "continuum", le Premier ministre, balayant les mesures prises durant ses six mois au ministère (calendrier du bac pour la "reconquête du mois de juin", stages de seconde, interdiction de l'abaya et du qamis, lutte contre le harcèlement...) assure qu'il appliquera à tous les chantiers de son gouvernement "la même méthode de transparence" qu'il a menée au ministère de l'Éducation nationale. Et d'assurer : "Nous avons lancé des réformes fortes sous l'égide du président, nous les mènerons à leur terme".

Ainsi, il entend notamment poursuivre les efforts entamés dans le cadre de la mission "choc des savoirs", tels que la suppression des correctifs académiques, la mise en place de groupes de niveaux, les créations de postes : "Je serai toujours attentif à ce que l'école dispose des moyens nécessaires pour son action", poursuit Gabriel Attal.

Il souhaite aussi "continuer à construire une école des droits et des devoirs, où le respect de l'autorité de l'enseignant est une valeur cardinale, où les valeurs de la République ne sont pas négociables, où on réagit vite, avec des décisions fermes, et où le 'pas de vague n'a pas sa place". De même, il entend poursuivre la lutte contre le harcèlement, qu'il "emmène aussi à Matignon". "Tous ces combats, je sais que tu auras à cœur de les poursuivre", déclare-t-il à sa successeure.

Trois "piliers" pour mener le "réarmement civique" (Amélie Oudéa-Castéra)

Pour cette dernière, la "feuille de route est claire : c'est celle que vous avez portée ces derniers mois, guidé par le cap fixé depuis 2017 par le président de la République". Dès lors, elle entend mener le chantier du "réarmement civique de notre jeunesse" évoqué par le chef d'État, qui passe par trois "piliers".

"Restaurer l'exigence fondée sur le choc des savoirs et l'autorité réaffirmée de nos professeurs". "Il ne doit y avoir aucune place pour la peur dans l'école de la République", estime Amélie Oudéa-Castéra.

"Régénérer le métier enseignant", notamment à travers le chantier sur l'attractivité, la réforme de la formation initiale et "la poursuite de la revalorisation des carrières". Elle espère aussi "résoudre le problème structurel des heures non remplacées".

"Construire une école de l'épanouissement républicain", ce qui passe, selon la ministre, par l'appropriation par les élèves des valeurs de la République, la laïcité, et le SNU. Elle évoque également la place des élèves en situation de handicap, et les lycéens professionnels. Par ailleurs, celle qui récupère "un continuum de responsabilités et de politiques publiques" avec les champs de l'Éducation nationale, du Sports et de la Jeunesse réunis, met en avant un "double projet académique d'un côté, artistique ou sportif de l'autre".

Elle veut renforcer la place du sport à l'école et souhaite que "notre devise 'lire, écrire, compter' s'enrichisse du mot 'bouger'". Pour appuyer la place du sport à l'école, elle met en avant l'EPS, les associations sportives, la "généralisation effective" des 30 minutes d'activité physique quotidienne ([lire sur AEF info](#)), et les passerelles avec les clubs sportifs mises en place dans le cadre de l'accueil élargi de 8 heures à 18 heures dans les REP et REP+.

Enfin, la nouvelle ministre assure qu'elle entend les "attentes nombreuses" des enseignants, des chefs d'établissements, des recteurs, des parents d'élèves et des élèves, et qu'elle sera "à l'écoute". Et, tout en insistant sur la double temporalité de l'éducation, elle souhaite "agir vite". S'adressant à la communauté éducative, Amélie Oudéa-Castéra mise sur la concertation et assure qu'elle sera "à l'écoute de ses

représentants et de ses acteurs de terrain, et farouchement engagée à leur côté pour que l'école renoue avec l'égalité des chances".

Et de conclure qu'en cette année de Jeux olympiques et paralympiques, elle continuera à mettre en œuvre la feuille de route qu'elle "porte avec et pour le sport français".

Generated with Reader Mode